

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
17 janvier 2023  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-septième session**  
Points 30, 57, 58, 66, 68, 73, 78, 84 et 132 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-huitième année**

**Prévention des conflits armés**

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,  
aux rapatriés et aux déplacés et questions  
humanitaires**

**Consolidation et pérennisation de la paix**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Promotion et protection des droits humains**

**Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite**

**Crimes contre l'humanité****L'état de droit aux niveaux national et international**

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,  
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes  
contre l'humanité**

**Lettre datée du 17 janvier 2023, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint l'appel de la Communauté de l'Azerbaïdjan occidental, organisation qui œuvre pour la protection des droits des Azerbaïdjanais expulsés de l'Arménie actuelle (voir annexe).

Dans son appel, la Communauté demande au Gouvernement arménien de faciliter, dans le cadre d'un processus international, le retour en toute sécurité et dans la dignité des personnes d'ascendance azerbaïdjanaise chez elles, en Arménie, et le respect de leurs droits collectifs et individuels après leur retour, et prie la communauté internationale d'apporter son aide en la matière.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre



des points 30, 57, 58, 66, 68, 73, 78, 84 et 132 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Yashar **Aliyev**

**Annexe à la lettre datée du 17 janvier 2023 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et russe]

**Appel de la Communauté de l'Azerbaïdjan occidental à la communauté internationale (adopté à la réunion du Conseil d'administration de la Communauté)**

Bakou, 12 janvier 2023

Notre organisation, créée en 1989 sous le nom de Société des réfugiés azerbaïdjanais et rebaptisée, en 2022, Communauté de l'Azerbaïdjan occidental, œuvre pour la protection des droits des Azerbaïdjanais chassés de la région qui a été leur patrie pendant des siècles et qui s'appelle aujourd'hui l'Arménie.

L'expulsion des Azerbaïdjanais de l'Arménie actuelle représente une injustice sans précédent compte tenu de ses dimensions politiques, juridiques et humanitaires.

Le nettoyage ethnique mené contre les Azerbaïdjanais a été, dans la plupart des cas, conduit de façon systématique par les autorités étatiques dans le cadre d'actes de violence, de massacres et d'autres crimes contre l'humanité et violations des droits humains. Ce processus a été particulièrement violent et cruel de 1905 à 1906, de 1918 à 1921, de 1948 à 1953 et de 1988 à 1991. Les conséquences de ces actes, notamment ceux perpétrés par les entités appelées « La République d'Arménie » et « La République d'Arménie montagneuse », et l'Union soviétique, en particulier son célèbre dirigeant, Joseph Staline, qui a assuré le déplacement des populations du massif du Zanguezour et d'autres régions peuplées majoritairement d'Azerbaïdjanais vers l'Arménie en 1921 et signé l'ordonnance raciste de déportation d'Arménie de cent mille personnes d'ascendance azerbaïdjanaise, ainsi que ceux perpétrés par la République socialiste soviétique d'Arménie entre 1988 et 1991, n'ont, à ce jour, fait l'objet d'aucune réparation. Du fait de ce nettoyage ethnique, et depuis 1991, les habitants de ce territoire sont exclusivement des personnes d'ascendance arménienne.

Le patrimoine culturel et historique azerbaïdjanais, notamment les mosquées et les cimetières, qui se trouve dans l'Arménie actuelle a été détruit, les toponymes y ont été modifiés et les Azerbaïdjanais y ont été victimes d'actes systématiques de discrimination raciale. L'Arménie, à titre de politique d'État, glorifie les personnes qui ont pris part au nettoyage ethnique et à d'autres crimes contre les personnes d'ascendance azerbaïdjanaise, et les méfaits qu'elles ont commis.

Cette injustice sans précédent a créé un sentiment d'impunité parmi les cercles dirigeants arméniens et a incité ces derniers à formuler des revendications territoriales, à recourir à la force et à se livrer à l'occupation militaire des territoires reconnus au niveau international comme appartenant à l'Azerbaïdjan, ainsi qu'à un nettoyage ethnique de masse et à d'autres crimes contre l'humanité.

L'opération victorieuse d'autodéfense, menée par l'Azerbaïdjan en 2020 en réaction à l'attaque armée et l'occupation décidées par l'Arménie, est une avancée majeure dans le rétablissement de la justice. La victoire de l'Azerbaïdjan a amélioré les perspectives de paix entre les deux pays.

Cependant, l'impossibilité pour les Azerbaïdjanais expulsés de l'Arménie actuelle de rentrer chez eux, et la poursuite, en Arménie, de la politique reposant sur un État mono-ethnique, le nettoyage ethnique et la discrimination raciale constituent une injustice immense, qui fait planer une lourde menace sur le maintien d'une paix durable.

En tant que représentante crédible, depuis des dizaines d'années, de la communauté azerbaïdjanaise chassée d'Arménie, notre organisation entend mener à bien son mandat avec une détermination accrue afin de rétablir les droits des personnes concernées. Conformément au droit de revenir dans son pays, garanti par la Déclaration universelle des droits de l'homme, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention relative au statut des réfugiés et à d'autres grands instruments internationaux, la Communauté aspire à garantir, en toute sécurité et dans la dignité, le retour des Azerbaïdjanais expulsés de l'Arménie actuelle chez eux, et le respect de leurs droits collectifs et individuels après leur retour.

L'importance accrue accordée par la communauté internationale aux droits humains et la volonté indéfectible des Azerbaïdjanais chassés d'Arménie de rentrer chez eux encouragent la Communauté à redoubler d'efforts en ce sens.

Compte tenu de ces éléments, la Communauté de l'Azerbaïdjan occidental :

*demande* au Gouvernement arménien de faciliter, dans le cadre d'un processus international, le retour en toute sécurité et dans la dignité des personnes d'ascendance azerbaïdjanaise chassées de la zone géographique aujourd'hui considérée comme faisant partie du territoire de l'Arménie, chez elles, et le respect de leurs droits collectifs et individuels après leur retour ;

*remercie* le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan d'avoir accueilli et pris en charge les personnes d'ascendance azerbaïdjanaise chassées de l'Arménie actuelle, et permis leur développement pacifique, et le *prie* d'aider ces personnes expulsées à rentrer chez elles en toute sécurité et dans la dignité, dans le cadre d'un processus international, et à garantir le respect de leurs droits collectifs et individuels après leur retour ;

*demande* aux États Membres des Nations Unies, à l'Organisation des Nations Unies et à toutes les autres organisations internationales pertinentes, d'appuyer, dans le cadre d'un processus international, le retour en toute sécurité et dans la dignité des personnes d'ascendance azerbaïdjanaise chassées de l'Arménie actuelle, chez elles, et le respect de leurs droits collectifs et individuels après leur retour.

Le Président du Conseil d'administration  
de la Communauté  
(Signé) Aziz **Alakbarli**